

conversations pour demain



Humanitaire le Rony Brauman dilemme

textuel

Graphisme : Caroline Keppy et Sandrine Roux
© Les éditions Textuel
1996 pour la 1^{re} édition, 2002 pour la 2^e édition
2007 pour la présente édition
48, rue Vivienne
75002 Paris
Dépôt légal : mars 2007
Photographie de couverture : © Annie Assouline

Version numérique 2019
ISBN : 9782845977037

conversations pour demain

textuel

Humanitaire le dilemme

Rony Brauman

entretien
avec
Philippe Petit

sommaire

7 Préface

15 Portrait

21 De la philanthropie à l'humanitaire

De la fondation de la Croix-Rouge en 1864 à nos ONG d'aujourd'hui, Rony Brauman revisite le chemin accompli. Un parcours nécessaire dans l'histoire des idéaux et des échecs du mouvement humanitaire pour fonder une véritable morale capable d'affronter les dérives contemporaines.

47 Pour une éthique de la sollicitude

Comment définir les principes de l'humanitaire ? Impossible morale selon les uns, charité bien ordonnée selon les autres. Rony Brauman opte quant à lui pour une éthique à la fois réaliste et utopique.

87 Vers une politique de la compassion

Face aux dangers d'une professionnalisation et d'une politisation de l'humanitaire, il devient urgent de sauvegarder l'indépendance financière et morale des ONG. Rony Brauman s'y emploie et fait le pari d'une « reprivatisation ».

119 Bibliographie

Préface

Depuis la première édition de ce livre, si les événements intervenus apportent un éclairage nouveau, ils n'entament pas, à mes yeux, la validité de la réflexion développée tout au long de ces entretiens. C'est en fait une radicalisation des enjeux, bien plus qu'une transformation, à quoi nous avons assisté au cours de ces dernières années.

La guerre du Kosovo a été l'occasion d'une montée aux extrêmes de la rhétorique humanitariste dans sa version militaire. L'intervention armée était destinée, paraît-il, à « prévenir une crise humanitaire » (Jacques Chirac), au moyen de bombardements eux aussi qualifiés « d'humanitaires » (Vaclav Havel) : censé préserver des espaces d'humanité au sein de la guerre, l'humanitaire devenait une simple ressource de légitimation de la violence. Relevons au passage que cette grossière propagande dévoilait à nouveau, après la première « guerre humanitaire » de Somalie, le fantasme occidental par excellence, celui de se considérer comme la nouvelle Providence, dispensant depuis le ciel la vie d'une main et la mort de l'autre. L'essentiel est ailleurs, dans le fait que cette présentation morale de l'intervention effaçait les considérations politiques qui en étaient à l'origine. Que les nations européennes décident, dans le cadre d'une alliance militaire, de mettre un terme à la politique criminelle d'un pays européen, la Serbie, voilà qui relève pourtant d'un programme politique décent. Nous étions nombreux à souhaiter une telle intervention pour stopper le carnage de la « purification ethnique » en Bosnie. Que ces mêmes nations soient préoccupées tout autant par la neutralisation du régime sanglant

de Milosevic que par la réduction de cette zone de nuisances qu'est devenue le Kosovo, lieu de tous les trafics, est tout aussi défendable et relève entièrement de leur responsabilité politique. Que l'intervention américaine ait aussi pour but de fournir à l'OTAN une nouvelle légitimité européenne dans le contexte de l'après guerre froide est hautement probable et nous rappelle simplement que les arrière-pensées stratégiques ne sont jamais absentes des calculs des États.

Il est curieux, il est inquiétant que des gouvernements démocratiques ne s'estiment pas capables de proposer une argumentation politique face à ce qui demeure l'objet politique par excellence, à savoir la guerre. Au risque de lasser, rappelons donc une évidence : par définition, l'action humanitaire ne trie pas entre les victimes. S'il s'était vraiment agi d'une opération de secours humanitaire, il était impératif, au nom des principes mêmes qui la fondent, de poursuivre vers l'est pour aller tirer les Tchétchènes du bain de sang dans lequel ils sont noyés par l'armée russe, tout autant que d'engager la troupe dès que possible en Algérie, où les violences conjuguées des islamistes et du pouvoir militaire ont fait des dizaines de milliers de morts ces dernières années. Sans parler de nombreuses autres situations.

Mais justement, ces interventions n'ont pas eu lieu et l'on peut sans aucun risque parier qu'elles n'auront pas lieu. Ce n'est pas possible, et ce n'est pas non plus souhaitable, sous peine de mettre le monde à feu et à sang au nom du respect de la vie. L'invocation de l'humanitaire dans la guerre du Kosovo n'est rien d'autre, au fond, que le symptôme d'une certaine incapacité du politique à s'assumer comme tel, avec ses responsabilités spécifiques.

C'est bien parce que Milosevic était un dictateur européen et que ses crimes représentaient une menace pour la stabilité et la crédibilité de l'Europe qu'il a été militairement neutralisé. Pendant ce temps, l'armée russe continuait à massacrer en Tchéchénie, dans l'indifférence générale¹. À défaut de l'approuver, on peut au moins comprendre cette position, dès lors qu'elle est présentée en termes politiques. Elle devient inintelligible, en revanche, dans le cadre de la justification « humanitaire » des bombardements de la Yougoslavie.

La guerre du Kosovo, comme celle de l'Afghanistan engagée à la suite des attentats du 11 septembre 2001, a remis en débat sur la place publique les conceptions divergentes, voire les oppositions, qui traversent depuis longtemps les organismes d'aide internationale. La célébration de l'« ingérence humanitaire » en Yougoslavie a tenu lieu de discours politique, disqualifiant par avance tout débat contradictoire. Il en est allé de même en Afghanistan, où le simple fait de vouloir ranger les largages de rations alimentaires dans le cadre de l'« action psychologique » d'une armée en campagne fut qualifié ici et là, au sein du mouvement humanitaire, d'attitude conservatrice ou corporatiste. Très logiquement, les tenants de cette critique considéraient que le but ultime de l'humanitaire en Afghanistan devait être le renversement du régime meurtrier des talibans, faute de quoi l'on était condamné à servir ses intérêts. Chasser les bourreaux ou renforcer leur pouvoir, telle est l'alternative radicale dans laquelle s'enferme un certain romantisme humanitaire. On verra dans ce livre que ce n'est pas en se choisissant un maître, fût-il démocratique, mais en se situant dans un rapport de tension avec le pouvoir, quel qu'il soit, que l'on

peut échapper à l'instrumentalisation. On y retrouvera les différents courants qui, dans l'histoire récente, ont traversé le mouvement humanitaire. On y verra que c'est à un affaiblissement conjoint de l'humanitaire et de la politique que conduit cette confusion entre deux ordres d'action de nature différente.

Quant aux attentats contre les États-Unis et aux violences en chaîne qui les ont suivis, on n'y verra qu'une raison supplémentaire de résister à l'enrôlement de l'humanitaire dans les rangs d'une « Croisade du Bien ». La lutte contre le terrorisme est une affaire politico-policière dont l'importance n'échappe à personne. Le combat pour la démocratie et la justice sociale n'en reste pas moins la condition primordiale de son succès.

Le rôle des institutions internationales et des ONG dans ce domaine est lui aussi ambigu. Ainsi, les Nations unies ont-elles déclaré la période 1997-2006 : « décennie pour l'élimination de la pauvreté ». Louable programme, dont l'ambition n'a d'égale que l'indigence des idées qui la sous-tendent. Il ne s'agit nullement, en effet, d'interroger et de remettre en question un ordre social qui organise et perpétue l'injustice. Il ne s'agit surtout pas de mettre en examen les processus et modalités politiques de la domination et de l'exploitation. Le programme tient entièrement dans le concept nu d'« extrême pauvreté », détaché de tout contexte politico-économique. L'« extrême pauvreté » existe ainsi en elle-même, comme « un phénomène d'une force terrifiante », un « gâchis » auquel il convient de mettre un terme. Comment en finir avec ce fléau ? En mettant en œuvre, nous dit le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), le « dynamisme et l'ingéniosité » néces-

saïres pour une tâche de cette ampleur. En combinant, autrement dit, le savoir-faire technique et l'énergie de la bonne volonté, depuis le niveau individuel jusqu'à celui des pouvoirs publics et « plus encore, en mobilisant, peut-être pour la première fois dans ce domaine, les compétences et la puissance du monde des affaires »².

Une telle campagne révèle, et c'est ce qui nous intéresse ici, la force de représentations qui se sont peu à peu imposées dans le domaine de la solidarité internationale, avec l'humanitarisation des enjeux politiques. *Exit* la poursuite d'un monde plus juste, abstraction suspecte d'idéologie ; place au concret, à la « réduction de la pauvreté ». Renvoyons dans un passé révolu les antagonismes sociaux, la mise en cause de la logique du profit maximum, abaissés au rang de préjugés hors d'âge. La pauvreté n'est plus un produit de l'ordre social dominant, mais l'équivalent d'une catastrophe imprévisible, quelque chose comme un désordre climatique. Dans ces conditions, le grand rassemblement des gens de bien permettra de venir à bout de l'infortune des gens de peu. Cette « naturalisation » de l'injustice est inscrite dans une certaine conception, disons conservatrice, de l'humanitaire. Celle qui, par exemple, s'accommode du démantèlement des services sociaux publics, confie au « marché » la tâche d'égaliser les chances de tous et accepte le rôle de voiture-balai chargée de débarrasser les rues de la présence encombrante des « exclus », des « superflus », de ceux qui n'ont pas su résister à la tourmente. Il s'agit de les sortir du champ de vision commun, pour tendre à notre société de performance et de progrès le miroir dans lequel elle peut se contempler sous ses traits les plus avantageux. Cette

conception essentiellement logistique et consensuelle de l'aide humanitaire a une longue histoire et nous évoquons son parcours dans les pages qui suivent. On comprend que les États et « le monde des affaires » lui réservent une place de choix. Ce n'est pas la seule et ce n'est pas la nôtre.

Rony BRAUMAN

1. Mieux : le Premier ministre russe était salué comme un « démocrate » par l'Europe et les États-Unis, lesquels se refusaient à reconnaître l'existence même d'un conflit armé.
2. Ces citations sont extraites d'un document du PNUD adressé sous forme de mailing aux « leaders d'opinion », intitulé : *Les Nations unies ont sélectionné un groupe de personnes pour éradiquer la pauvreté dans le monde. Vous êtes l'une d'entre elles.*

Portrait

Le statut ambigu de la victime, voilà son obsession. Les hommes, du seul fait qu'ils sont nés, ont déjà des droits.

La souffrance appelle le secours.

Rony Brauman a la passion de l'humanitaire comme d'autres ont celle de la démocratie.

À la question « Qu'est-ce que l'homme ? » il répond : un être qui n'est pas fait pour souffrir. Brauman n'est pas un simple militant de l'humanitaire, c'est un anarcho-humanitaire qui vit dans un perpétuel état d'exception. Chaque seconde, comme le dit Walter Benjamin, est pour lui la porte étroite par laquelle peut passer le Messie. Peu importe qu'il se définisse lui-même comme un « agnostique dur » ou un « athée mou », il n'est pas besoin de croire en Dieu pour éprouver la honte d'être un homme.

Né en 1950 à Jérusalem, Rony Brauman est un « humaniste a minima ». Son père était un résistant français qui émigra en Palestine en 1948 avant de se fixer définitivement à Paris en 1954.

C'était un combattant, et son fils,